



Madame Dominique BAYOL
Commissaire Enquêtrice
Mairie de Boulouparis
76, voie urbaine 18 village,
98 812 Boulouparis

Nouméa, le 18 mars 2024

Dépôt contre récépissé
Et envoi par courriel @ pudboulouparis@province-sud.nc

Nos réf : TS/MH-6303/18-03-24

Objet : Observations sur le projet de PUD révisé de la commune de Boulouparis

Pièces jointes : - carte futur zonage et piste
- cartographie des points de pompage

Madame la Commissaire Enquêtrice,

En qualité de Directeur général de la Société MINIERE GEORGES MONTAGNAT (SMGM), j'ai l'honneur de porter à votre connaissance les observations qu'appellent de notre part le dossier de PUD révisé.

1. En préambule, il nous semble important de souligner le constat de l'existant en matière d'activité minière sur le territoire communal.

Le rapport de présentation du projet de PUD révisé rappelle à juste titre ce qui suit : (p. 48)

« Les massifs de péridotites omniprésents au sein des reliefs de Boulouparis, donnent une vocation minière importante à la commune, avec un cadastre minier représentant 37% de la surface totale de la commune. »

La carte ci-après, également visée dans le rapport de présentation, localise les concessions minières en vigueur qui sont regroupées au Nord et à l'Est du territoire communal, dans la continuité des massifs situés sur les communes limitrophes :



Depuis des décennies, la réglementation de l'utilisation du sol – essentiellement bâtie autour du PUD – tient compte de cette réalité historique, sociale et économique.

Le rapport de présentation indique sur ce point : (p. 48)

« Ainsi, le zonage actuel du PUD, dans sa version 2013, est fortement influencé par ces activités, avec la classification de l'ensemble des massifs de l'Est en « Zone potentiellement minière (Nmin) ». »

L'usage du terme « influencé » n'est semble-t-il pas opportun ni justifié car le PUD tient compte d'une simple réalité sans créer de déséquilibre qui viendrait privilégier la vocation minière par rapport à d'autres considérations ou utilisations du sol.

Le règlement du PUD actuel concilie les intérêts en présence, y compris la préservation de l'environnement, en posant des règles claires et adaptées aux enjeux ainsi qu'aux contraintes.

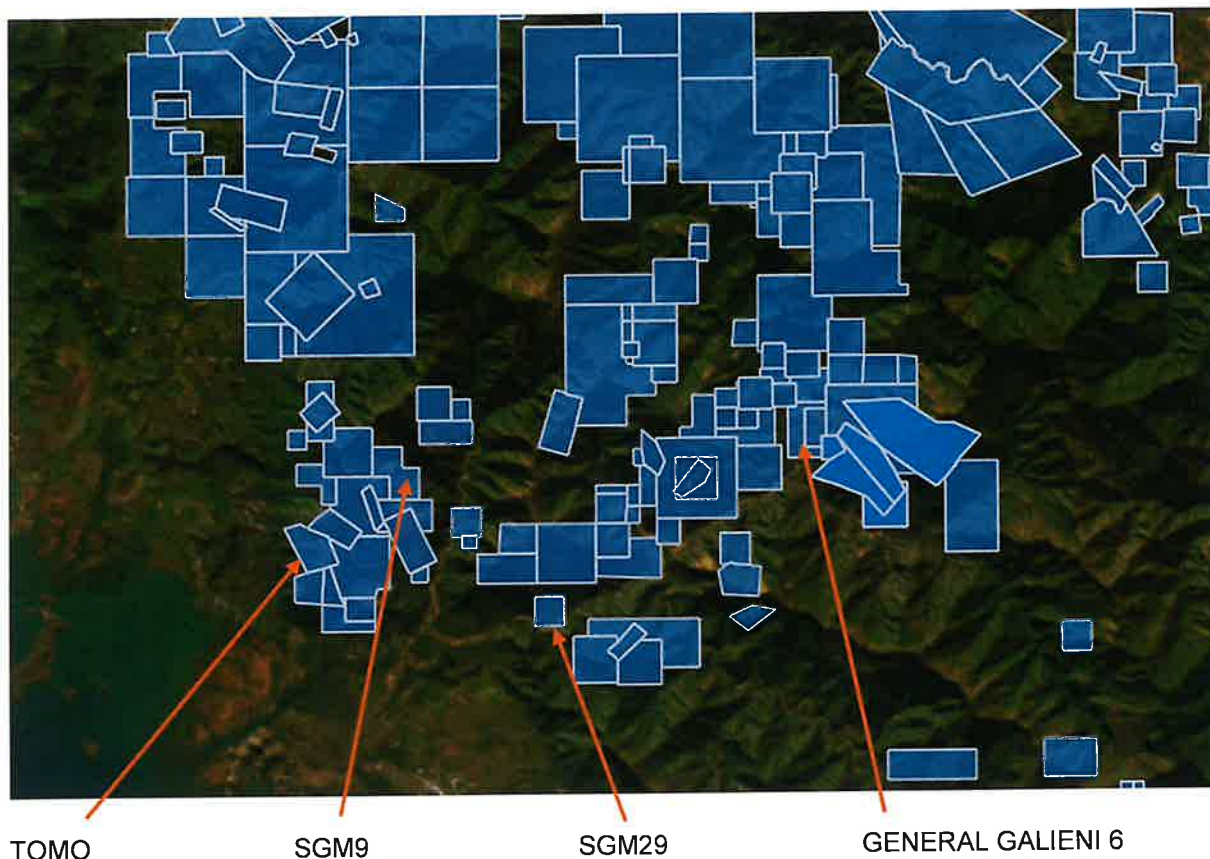
2. Ce subtil équilibre est aujourd'hui sérieusement menacé par le projet de PUD.

2.1. SMGM exploite ou dispose de concessions minières sur le territoire de la commune de Boulouparis :

- Les concessions Tomo réduite, SMMO43, Siombeba réduite, Saint Vincent 3 réduite et Hasard réduite amodiées par la SLN, actuellement en exploitation ;
- La concession Général Gallieni 6 amodiée par la Société des Mines de la Tontouta, actuellement en exploitation ;
- Sa concession SGM 9 ;

- Sa concession SGM 29 actuellement exploitée pour des travaux de mise en sécurité du site en vue de sa fermeture.

Ces concessions sont situées sur le bassin minier de Boulouparis : (source cadastre minier)



Les concessions les plus anciennes datent de 1945 et la plus récente a été délivrée par la Province Sud en 2016 (SGM 29).

Ces concessions présentent un caractère stratégique pour notre activité à court, moyen et long termes.

2.2. Jusqu'ici, la réglementation d'urbanisme applicable à Boulouparis prévoit un régime juridique clair, stable et adapté au secteur minier.

Ce secteur est dans son ensemble classé en zone NMIN et le préambule du règlement de la zone NMIN est ainsi rédigé :

PREAMBULE

Les règles générales prévues dans le chapitre 1.2 ci-dessus, s'appliquent à cette zone, toutefois, lorsqu'une règle spécifique est fixée ci-dessous, elle complète et précise la règle générale, et peut la remplacer le cas échéant.

Caractéristiques de la zone :

Cette zone correspond aux surfaces regroupant le cadastre minier et le contour des péridotites, et qui représente de façon très globale, les zones dont les caractéristiques géologiques sont potentiellement exploitables.

A l'intérieur de cette zone, les autorisations doivent être soumises à l'avis des services compétents, dans le cadre de la législation et de la réglementation en vigueur (code minier, code de l'environnement).

Les dispositions de ce règlement de zone n'ont à notre connaissance jamais fait l'objet de critiques particulières et permettent à la fois de cadrer l'activité ainsi que d'engager les actions de réhabilitation là où elles sont justifiées.

2.3. Le rapport de présentation du PUD révisé révèle un changement assez radical de paradigme.

En effet, il retient exclusivement la nécessité d'augmenter la surface des zones NP (ND selon ce diagnostic) par réduction de celles affectées aux activités minières : (p. 53)

Eléments du diagnostic à retenir :

- 5 centres miniers sont actifs dont 4 sont en activité au Nord et à l'Est de la commune. Une petite partie des titres actifs cohabitent avec des aires et des écosystèmes protégés. 1590 ha de titres actifs sont classés en zone naturelle protégée (ND) dans le PUD de 2013. Les autorisations d'exploiter ne pourront pas aboutir dans les parcs provinciaux.
- 1 237ha sont dégradés par l'activité minière. 4 mines orphelines ont été réhabilitées (Josette 18, JB2, EBV4 et Liliane) et celle du Vorarlberg est prévue par la SLN dans le cadre de son arrêté. 0,13%, soit 2,1 Millions de FCFP du budget du fonds Nickel sont alloués à la programmation de réhabilitation d'autres sites (Camps des Sapins et Rive droite de la Tontouta).
- 5 creeks sont engravés (cotation de moyen à fort) à cause de l'activité minière sans être prioritaires. Les affluents en rive droite de la Tontouta seront réhabilités par les sociétés minières.
- 66% des surfaces des exploitations agricoles sont dédiées aux bovins. Une partie cohabite avec des écosystèmes patrimoniaux (35ha de forêts sèches, 274ha de forêts humides, 226 ha de mangroves et des périmètres de protections immédiats des eaux (3PPI, 4 PPR).

Enjeux environnementaux :

- Compléter la protection des écosystèmes et aires protégées en augmentant les surfaces de zones ND.
- Encourager les réhabilitations des sites et creeks dégradés par l'activité minière
- Encadrer les secteurs agricoles pour préserver la ressource en eau et les écosystèmes présents

Cotation des enjeux :
Cotation environnementale : **FORT**
Impact de la révision du PUD : **FORT**

2.4. Si le principe de l'encouragement à la réhabilitation de sites miniers désaffectés ou particulièrement dégradés ne fait pas débat, toujours est-il que ce postulat et l'orientation qui en découle (classement en zone NP - zone naturelle protégée - de nombreuses parties de concessions minières) ne sont pas justifiés ni proportionnés à l'objectif.

Le projet de règlement de la zone NP proscrit toute activité minière :

« **Sont interdits en zone NP :**

- les exploitations de carrière ou de mine
- les terrains de camping et le stationnement de caravanes »

Une telle réforme affecterait, en ce qui concerne notre société, trois concessions, avec l'interdiction de toute activité et toute modification de l'existant ainsi que des contraintes matériellement inconciliables avec les besoins opérationnels ou réglementaires (entretien...).

2.5. Cette dynamique est par ailleurs déconnectée de la réalité économique et sociale qui, comme vous le savez, fait actuellement face à une conjoncture délicate que de nouvelles contraintes drastiques viendraient encore plus compliquer.

Pour mémoire, le préambule du projet de règlement de la zone N dispose :

« Les espaces réglementés par les articles de la zone N correspondent aux espaces naturels à protéger en raison de la qualité des sites ou des paysages, de la topographie,

de la présence de risques naturels, de la géologie, de la richesse du sous-sol ou de la richesse de la faune ou de la flore existante.

La Zone N comprend 3 sous-secteurs :

*- Les zones naturelles **protégées dites « zones NP »** correspondant aux espaces à protéger et à mettre en valeur en raison de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou environnemental et dont le maintien à l'état naturel doit être assuré ;*

L'état naturel doit être conservé et seuls les constructions légères et les aménagements nécessaires à l'encadrement, à l'entretien, à la mise en valeur, à la promenade du public et aux équipements publics visant à prévenir les risques, sont autorisés.

*- Les zones naturelles **de loisirs et de tourisme dites « zones NLT »** correspondant aux espaces naturels à valoriser et dont l'état naturel doit être préservé ;*

C'est une zone dont la vocation principale est d'assurer l'équilibre entre la protection de la biodiversité et des paysages d'une part, et la mise en valeur des lieux dans un contexte de loisir et de tourisme. Ces espaces sont à mettre en valeur par des aménagements spécifiques, permettant leur ouverture au public pour des pratiques respectueuses des sites.

*- Les zones naturelles **d'exploitation minière dites « zones NM »** dont la vocation dominante est l'accueil des activités minières et d'exploitation de carrières.*

En zone Nm, sont uniquement autorisées les installations directement nécessaires aux activités minières ou de carrières.

A l'intérieur de cette zone, les autorisations doivent être soumises à l'avis des services compétents, dans le cadre de la législation et de la réglementation en vigueur (code minier, code de l'environnement). »

Certes, le zonage NM subsiste mais la réduction substantielle de son emprise, y compris sur des sites miniers en exploitation, soulève plusieurs difficultés majeures.

D'un point de vue opérationnel, toute concession basculant en zone NP se trouve de fait empêchée de fonctionner et d'être exploitée.

D'un point de vue juridique, le fait de classer des emprises minières en zone NP est entaché d'erreur manifeste d'appréciation dès lors que ces emprises sont précisément en activité et bénéficient des autorisations administratives d'exploitation.

Et plus largement, en opérant une sélection – sur la base de critères d'ailleurs non précisés dans la documentation – entre les concessions maintenues en zone NM et celles reclassées en NP, le PUD procèderait à une inégalité de traitement injustifiable et illégale.

2.6. Le procédé est donc inadapté, inapplicable et sujet à de sérieuses questions d'ordre juridique.

Il est important de rappeler que la destination minière est expressément prévue par l'article PS. 112-6-1 du Code de l'Urbanisme et que le PUD ne peut déclasser arbitrairement certaines concessions.

Pour mémoire, le Code de l'Urbanisme consacre l'intérêt général qui s'attache à l'activité minière en prévoyant notamment que des autorisations d'urbanisme peuvent être refusées si

elles « sont de nature, par leur localisation ou leur destination à compromettre la mise en valeur des sites miniers ». (article Lp. 121-16)

Pour mémoire également, le PUD ne peut légalement remettre en cause des droits acquis.

2.7. C'est pourtant l'objectif poursuivi au cas présent, puisque la Commune de Boulouparis souhaite se doter d'un cadre réglementaire interdisant, au-delà des travaux et constructions, toute activité minière sur un périmètre élargi.

Les auteurs du PUD pourraient utilement reprendre la lecture du Code de l'Urbanisme qui distingue expressément les zones naturelles minières des zones protégées en son article PS. 112-3 :

« Les zones naturelles, prévues à l'article Lp. 112-7, sont dites « zones N ».

Elles peuvent comprendre des :

- zones naturelles protégées dites « zones NP » correspondant aux espaces à protéger et à mettre en valeur en raison de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou environnemental et dont le maintien à l'état naturel doit être assuré ;

- zones naturelles de loisirs et de tourisme dites « zones NLT » correspondant aux espaces naturels à valoriser et dont l'état naturel doit être préservé ;

- zones naturelles d'exploitation forestière dites « zones NF » dont la vocation dominante est l'accueil des activités de sylviculture ;

- zones naturelles d'exploitation minière dites « zones NM » dont la vocation dominante est l'accueil des activités minières et d'exploitation de carrières. »

La zone concentrant les titres miniers indiqués sur la carte ci-dessus ne peut, à l'évidence, être considérée comme entrant dans la définition de la zone NP.

Il est également important de rappeler que les préoccupations notamment environnementales sont déjà prises en compte dans le règlement de la zone NMIN et dans le futur règlement de la zone NM dès lors qu'il est expressément précisé :

« En zone Nm, sont uniquement autorisées les installations directement nécessaires aux activités minières ou de carrières.

A l'intérieur de cette zone, les autorisations doivent être soumises à l'avis des services compétents, dans le cadre de la législation et de la réglementation en vigueur (code minier, code de l'environnement). »

Le projet d'extension de la zone NP constitue une mesure pure et simple d'interdiction immédiate de l'activité minière historique et, par voie de conséquence, ne peut être retenu dans la version définitive du PUD.

Du reste, une telle interdiction de l'activité minière ne relève pas de la compétence des auteurs du PUD.

3. Nous avons la certitude que des options plus adaptées et justes existent et que la Commune de Boulouparis peut parfaitement atteindre l'objectif affiché de façon efficace sans recourir à des mesures aussi radicales.

Cela passe par le maintien du zonage actuel du secteur minier et quelques modifications, en tant que de besoin, du règlement de la zone NM.

4. Deux autres observations sont importantes à nos yeux.

4.1. Tout d'abord, il convient de clarifier le classement d'une grande partie de la piste qui longe la rive droite de la rivière Tontouta et qui dessert la plupart des concessions minières qui se trouvent sur son tracé.

Le projet de PUD révisé classerait l'emprise de cette piste en zone NP, ce qui empêcherait tous travaux d'entretien et de réfection, au préjudice de la sécurité des personnes qui l'empruntent quotidiennement.

De même, sous couvert de considérations environnementales, le classement de la piste en zone NP engendrerait des effets négatifs car, faute d'entretien, la piste pourrait générer des risques environnementaux.

La solution la plus évidente est le classement de la piste en zone NM en retenant une emprise s'étendant à 15m de part et d'autre de son axe.

A défaut, intégrer dans le règlement une disposition spécifique à cette piste et son emprise.

Dans l'hypothèse où le PUD révisé maintenait l'extension de la zone NP, des dispositions relatives à la desserte et à la voirie des zones N (Titre III – article 3 du règlement) devraient à minima être intégrées dans le règlement.

4.2. Enfin et toujours pour tenir compte de la réalité du terrain comme des enjeux, il conviendra nécessairement d'exclure des dispositions de la zone NP les points de pompage dans la rivière Tontouta autorisés par la DIMENC en vue de permettre l'arrosage de la piste.

Vous voudrez bien trouver ci-joint la cartographie des points de pompage autorisés.

Nous joignons également une carte montrant que la piste (en noir) traverse de nombreuses zones ayant vocation à être reclassées en zone NP.

Pour les mêmes raisons que ci-dessus, rien ne justifie le classement des emprises en zone NP.

En cas de maintien de la posture de la Commune de Boulouparis sur l'extension de la zone NP, a minima, des dispositions garantissant l'utilisation et l'entretien de ces points devront être intégrées au règlement.

Convaincus que la démarche de la Commune de Boulouparis repose sur une erreur de diagnostic et sur la portée du PUD qu'elle s'apprête à entériner, nous vous remercions par avance pour l'attention que vous voudrez bien porter à la présente ainsi que de l'annexer et d'y répondre dans vos conclusions.

Nous vous prions de croire, Madame la Commissaire Enquêtrice, à l'assurance de notre respectueuse.

Thomas SEVÊTRE
Directeur général

P.O. 